

Éradiquer l'échec scolaire coûterait 100 euros par enfant !



BRUNO LEVY

Michel Godet,
membre
de l'Académie
des technologies

L'ÉCHEC SCOLAIRE MASSIF fait partie des exceptions françaises dont notre pays se passerait bien. Les 140 000 jeunes qui quittent chaque année le système scolaire sans aucun diplôme sont aussi ceux qui ont le moins de chances de trouver un emploi et de s'insérer dans la société par le travail : le taux de chômage des jeunes sans diplôme est aujourd'hui de l'ordre de 50 % !

En cause, l'acquisition des savoirs de base dès les petites classes. En effet, on constate que ces « décrocheurs » font partie des 22 % d'une classe d'âge entrés en sixième sans savoir lire, écrire et compter correctement. Alors que nos dépenses d'éducation sont parmi les plus élevées et ne cessent de croître, la France n'en finit pas de dégringoler dans les classements éducatifs internationaux du type Pisa. Nous savons aujourd'hui que cette situation n'est pas une fatalité, qu'une action forte et volontaire des pouvoirs publics pourrait inverser cette tendance, à condition de s'attaquer aux racines du problème dès le CP.

La mesure prioritaire est de changer la méthode d'apprentissage de la lecture. C'est ce qu'a montré, depuis quelques années, auprès d'environ 3 000 jeunes

et dans des conditions d'expérimentation scientifique validées par les chercheurs, l'association Agir pour l'école soutenue par l'institut Montaigne. Il s'agit d'abandonner les méthodes globale ou syllabique et d'opter pour la méthode dite de « consonance phonique », où des sons sont identifiés à partir de jeux de lettres. Les résultats sont spectaculaires et le nombre d'enfants qui décrochent dès le CP recule fortement. Mieux, le poids des origines

sociales, déterminant et souvent mis en avant pour justifier les difficultés scolaires, s'efface en grande partie.

Le coût supplémentaire du dispositif, y compris son évaluation, n'est que de 100 € par enfant sur les 6 000 € annuels que coûte un enfant dans le primaire.

Les résultats de ces expérimentations sont connus,

à droite comme à gauche. Mais la généralisation de cette méthode bute encore sur un obstacle : celui de la liberté pédagogique des enseignants.

Le ministère de l'Éducation nationale suit les expérimentations de près, comme sous les précédents gouvernements. Il a fait le choix de les étendre pour qu'elles concernent bientôt 10 000 enfants. Mais pour aller plus loin, il faudra donc attendre 2017 et espérer que soit enfin mise en œuvre une réforme qui aurait dû s'imposer depuis longtemps. ●

“
**Changer
la méthode
d'apprentissage de
la lecture**”